



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'EUROCADRES 23 NOVEMBRE 2011

Depuis 2007, en France comme partout en Europe, la crise financière qui s'est mutée en une grave crise économique et sociale continue de sévir. Une crise financière qui a connu un nouveau pic cet été et qui continue de s'aggraver depuis. Elle est, rappelons le, la résultante de la primauté de la pensée économique libérale sur toutes autres considérations, notamment sociales.

Alors que cette crise appelle une critique du système économique actuel, l'exigence de plus de régulations et la mise en place de politiques fiscales, économiques et sociales coordonnées qui soient créatrices d'emplois, les gouvernements européens renforcent leurs plans d'austérité et font supporter aux salariés tout le poids de cette crise. Une crise dont ils ne sont pourtant aucunement responsables.

En France, l'austérité en place se matérialise aujourd'hui par la volonté unilatérale du gouvernement d'inscrire dans le marbre, la règle du zéro déficit public dans notre Constitution. Une politique inefficace qui vise essentiellement à rassurer les marchés financiers et les agences de notation sans pour autant s'attacher aux conséquences sociales dévastatrices, ni aux réformes fiscales nécessaires permettant de garantir plus de justice sociale.

Le nouveau diktat de l'équilibre des comptes publics devient l'alibi pour mettre en place un véritable autoritarisme en matière sociale. Ainsi, après les réformes des services publics mises en œuvre par la RGPP ou encore celle du système des retraites, le gouvernement continue de sacrifier les dépenses sociales les plus essentielles et fait reculer un à un nos acquis sociaux. C'est notamment le cas avec le nouveau plan de rigueur du gouvernement qui vient ajouter de l'austérité à l'austérité existante.

Dans ce contexte, l'austérité quelle que soit son degré, doit être vivement combattue pour revendiquer une autre Europe où la dimension sociale, facteur de progrès social, doit s'imposer pour l'ensemble des salariés.



Face à ce chantier d'ampleur, Eurocadres doit, par ses revendications, ses projets et sa participation au dialogue social européen, occuper toute sa place. Les cadres sont loin d'être épargnés par les effets de la crise. Plus que jamais, nous devons lutter pour que, dans un tel contexte, les travailleurs ne soient pas opposés les uns aux autres (les cadres et les non cadres, les fonctionnaires et les salariés du privé, les chômeurs et les actifs, les jeunes et les seniors).

En témoigne, en France, la remise en cause par les employeurs des acquis conventionnels des cadres et par là même du statut de cadre, sous couvert de l'application stricte du principe d'égalité de traitement. Ou encore, le projet du gouvernement de modifier les conditions d'indemnisation des salariés en arrêt maladie. Une mesure qui en baissant le montant des prestations, porte un nouveau coup de canif à la protection sociale des salariés et notamment celle des cadres.

Pour mener à bien notre action syndicale et prendre en compte la spécificité des cadres, un meilleur fonctionnement d'Eurocadres pour favoriser le travail de collaboration entre les syndicats des cadres européens est essentiel pour ne pas dire indispensable.

Nous avons tous, dans nos pays, des défis à relever pour lutter contre l'austérité mais nous avons aussi cette responsabilité au niveau européen. Eurocadres, par ses propositions et son positionnement, peut le faire, avec l'exigence toutefois que son fonctionnement soit à nouveau efficient, afin de garantir notre visibilité mais surtout notre crédibilité d'interlocuteur syndical incontournable au niveau européen et ainsi faire avancer nos revendications envers les cadres.

